

Fiche technique

CADRE D'EMPLOIS DES REDACTEURS TERRITORIAUX L'AVANCEMENT AU GRADE DE REDACTEUR PRINCIPAL DE 1^{ÈRE} CLASSE

Références

Décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale, article 25-II

Décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux, article 18

Décret n° 2012-941 du 1^{er} août 2012 fixant les modalités d'organisation de l'examen professionnel prévu à l'article 18-II du décret n° 2012-924 susvisé

Information et documentation sur les procédures d'avancement de grade sur www.cdg33.fr :

Accueil > Gestion des ressources humaines > Déroulement de carrière > Avancement de grade et promotion > L'ensemble des fiches sur les conditions d'avancement de grade



Les dispositions transitoires prévues à l'article 10 du décret n° 2022-1200 et modifiées par l'article 3 du décret n° 2023-927 du 7 octobre 2023 demeurent applicables dans l'hypothèse où elles seraient susceptibles de faire bénéficier à l'agent proposé de conditions d'avancement de grade plus avantageuses comparativement aux nouvelles conditions d'avancement (plus de détails en cliquant [ici](#)).

Ainsi :

- Il convient d'abord de vérifier si l'agent remplit les nouvelles conditions détaillées ci-dessous pour bénéficier d'un avancement de grade ;
- Si ces conditions ne lui permettent pas de bénéficier d'un avancement de grade, il convient alors de rechercher si l'application des dispositions antérieures au décret précité lui permettent néanmoins d'être promouvable ;
- Enfin, même si l'agent remplit les nouvelles conditions détaillées ci-dessous, il convient néanmoins de vérifier si la date à laquelle il aurait réuni les anciennes conditions (c'est à dire antérieure à la date à laquelle il réunit les nouvelles conditions pour un avancement de grade) pourrait lui être plus favorable.

I / L'AVANCEMENT PAR VOIE D'EXAMEN PROFESSIONNEL (Art. 25-II/1^{er})

L'agent doit réunir les conditions suivantes :

- Être classé dans le grade de **rédacteur principal de 2^{ème} classe** ;¹
- Compter **1 an d'ancienneté** dans le **6^{ème} échelon** du grade ;

¹ L'affectation de l'agent doit être conforme aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2012-924.

- Compter **3 années de services effectifs** dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau ;¹
- Avoir satisfait à un **examen professionnel** organisé par le Centre de Gestion dans les conditions fixées par le décret n° 2012-941 du 1^{er} août 2012.

II / L'AVANCEMENT AU CHOIX (Art. 25-II/2^{ème})

L'agent doit réunir les conditions suivantes :

- Être classé dans le grade de **rédacteur principal de 2^{ème} classe** ;²
- Compter **1 an** d'ancienneté dans le **7^{ème} échelon** du grade ;
- Compter **5 années de services effectifs** dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.³

NB / Le nombre de promotions susceptibles d'être prononcées au titre du 1^{er} ou du 2^{ème} ne peut être inférieur au quart du nombre total des promotions.

Toutefois, lorsqu'une seule promotion est prononcée au titre d'une année par l'autorité territoriale en vertu du 1^{er} ou du 2^{ème}, les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables. Lorsqu'elle intervient dans les trois ans suivant cette promotion, la promotion suivante ne peut être effectuée qu'en application de l'autre voie d'avancement. Dans cette hypothèse, la règle qui précède est à nouveau applicable.

Ces avancements de grade sont subordonnés à l'acceptation par le fonctionnaire de l'emploi qui lui est assigné conformément aux missions définies dans le statut particulier du cadre d'emplois.¹



¹ Les services de contractuel de droit public ainsi que les services effectués sous contrat de droit privé sur un emploi public peuvent être repris pour calculer ces périodes de services effectifs.

² L'affectation de l'agent doit être conforme aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2012-924.

³ Les services de contractuel de droit public ainsi que les services effectués sous contrat de droit privé sur un emploi public peuvent être repris pour calculer ces périodes de services effectifs.